

Appel à contribution :

Jeunesse et gouvernance en Afrique

Argumentaire

Enquêter sur les jeunes et la gouvernance en Afrique nous semble intéressant dans un contexte marqué par divers conflits et la paupérisation de jeunes désaffiliés qui constituent la majorité de la population (carcérale) du continent (Morelle, 2019). Au premier regard, la jeunesse apparaît en Afrique comme une catégorie sociale désœuvrée, qui n'a pas toujours accès à l'éducation et qui s'enlise dans un chômage généralisé (Ouédraogo, 2020). Cette situation contraint les jeunes à subsister au travers « d'une économie de la débrouille » (J. Kieffer, 2006 : 68). Sur le plan politique, la jeunesse a toujours joué les seconds rôles au profit des « aînés sociaux » qui occupent les postes de décision. Cette situation perdure à l'heure où l'élite politique tire profit de l'allègement de la dette et de l'aide financière chinoise pour stabiliser son hégémonie au moyen de projets de l'émergence (Amougou, 2020). Aussi la prégnance des « plans d'émergence sans vision » traduit une « difficile appropriation par l'Afrique de ses trajectoires de développement » (Nubukpo et Samuel, 2017) tout en renforçant l'exclusion des jeunes.

La « jeunesse » s'entend ici sous un double angle lié au contexte socio-politique d'évolution de l'individu. Sur le plan objectif, elle décrit les propriétés sociobiographiques de ce jeune adulte âgé entre 24 et 34 ans, et donc au seuil de l'âge adulte parce qu'ayant franchi au moins deux des trois étapes requises que sont la double autonomie professionnelle et résidentielle, et la mise en couple (Antoine et *al.*, 2001). Sur le plan subjectif, elle désigne la posture psychique d'un individu en quête de maturité se sentant parfois marginalisé, sinon incompris, et dont le cheminement biographique renseigne sur les transformations de la société globale.

L'exclusion des jeunes entretient un lien structurel avec la gouvernance en Afrique. Le terme de « gouvernance » s'éloigne ici du vocabulaire moraliste-normatif de la Banque mondiale, qui l'associerait à son projet d'emprise sur les politiques publiques en véhiculant l'idéologie néolibérale. À la suite d'Olivier de Sardan (2004), il acquiert une « grande extension » qui va au-delà des seuls gouvernements et pratiques des grands commis de l'État, « afin d'y inclure les

modes de fonctionnement du service public, la culture professionnelle des fonctionnaires, les formes de gestion administrative et les relations entre agents de l'État et usagers ou citoyens ». Aussi plutôt que de distinguer le bon du mauvais, voire le légitime du non légitime, la gouvernance renvoie ici à un ensemble complexe de « processus de traitement et de délivrance de biens et services publics, par les appareils d'État officiels certes, mais aussi par d'autres opérateurs, tels que les institutions de développement, les mécènes ou le monde associatif, qui parfois suppléent l'État, parfois se substituent à lui, ou parfois le soutiennent par des « perfusions » sectorielles » (Olivier de Sardan, 2004). On l'aura compris, l'objectif visé dans cet appel est de mettre en tension le phénomène d'exclusion des jeunes avec la gouvernance en Afrique, en privilégiant des études empiriques sur le fonctionnement « réel » et quotidien de l'État et des sociétés africaines.

Mettre en tension la jeunesse avec la gouvernance ouvre un espace large pour penser les politiques dédiées à la jeunesse, les questions d'individualité et du sujet émergent, l'exclusion sociale, la déviance et l'intégration au sein des institutions. Analyser cette tension structurelle nous semble intéressant dans un contexte où l'élite au pouvoir semble avoir tiré profit de l'atteinte de l'initiative PPTE¹ en 2006 et de l'arrivée massive des capitaux des puissances émergentes pour se construire une nouvelle *stabilité hégémonique* (Amougou et Bobo Bobo, 2018). En même temps, la faible pertinence opérationnelle des grands chantiers (lenteurs observées, critique des riverains et travailleurs, détournements et conflits d'intérêts) renforce l'exclusion des jeunes² tout en faisant montre de l'incapacité des pouvoirs publics à apporter une réponse crédible aux aspirations de cette catégorie sociale numériquement majoritaire³. Cette situation précaire est renforcée par l'enlisement continu de la situation sociopolitique interne à travers une pluralité de crises et de conflits au Mali, en Côte d'Ivoire, Nigéria, Centrafrique, Cameroun, etc. Mais loin d'être une fatalité, des expériences de jeunes soucieux de se prendre en

¹ L'initiative Pays pauvres très endettés a été lancée lors du Sommet du G7 de Lyon en 1996 et renforcée lors du Sommet de Cologne en 1999. Elle définit un cadre global dans lequel les créanciers multilatéraux et bilatéraux procèdent de manière coordonnée à des allègements de dette en faveur des pays pauvres qui appliquent des programmes d'ajustement et de réformes, en vue de rétablir leur solvabilité. Le 1er mai 2006, le Cameroun devient le 15e pays africain à atteindre le point d'achèvement et bénéficie d'une réduction de 27 % de sa dette.

² Ce constat a été renforcé durant nos recherches de terrain dans le cadre d'un projet de recherche questionnant la validité heuristique du retour de l'Etat développementaliste en Afrique (*The Developmental State Strikes Back ? The Rise of New Global Power and African States' Development Strategies*, <https://devstate.hypotheses.org/1>)

³ Au Cameroun, selon les résultats de Recensement Général, « la population en 2010 reste caractérisée par son extrême jeunesse. L'âge médian de la population est de 17,7 ans et l'âge moyen se situe à 22,1 ans. La population ayant moins de 15 ans représente 43,6% de la population totale tandis que celle de moins de 25 ans représente 64,2% » (Bureau Central des Recensements et des Études de Population, BUCREP, 2010, p. 3).

charge sont également perceptibles un peu partout en Afrique et parviennent souvent à quereller des modes dominants et classiques de gouvernance. Cette dialectique en cours intéresse aussi les éditeurs de ce numéro en ce sens qu'elle remodèle en permanence le processus de formation de l'État en Afrique.

Modalités de soumission

Les propositions sous la forme de résumé sont à envoyer à la rédaction de la revue, gouvernance-et-societe@ucac-icy-fssg et à la coordination du numéro : Claude Abé (claudeabe6@gmail.com) ou Gérard martial Amougou (amou_gerard@yahoo.fr) au plus tard le 1^{er} mars 2021

Réponse : 10 mars 2021

Les contributions retenues sont attendues au plus tard le 15 mai 2021. Elles doivent être de 60.000 signes au maximum espaces compris.

Notes aux Auteurs

Les notes du texte

Les textes doivent être rédigés en Times new Roman taille 12, interligne 1,5

La revue fait le choix de la présentation des notes intra-paginales selon le modèle qui suit : (A. Henry, 2002 : 208)

Ou lorsque l'on fait référence à tout l'article, il faudra alors indiquer de quelle page à quelle page il va. Ex. (A. Henry, 2002 : 206-219).

Les références bibliographiques en fin d'article devront être présentées ainsi qu'il suit :

Abé C., 2011a, « L'espace public au ras du sol en poscolonie : travail de l'imagination et interpellation du politique au Cameroun », *Africa Development/Afrique et Développement*, vol. XXXVI, 2, pp. 137-173.

Ngango G., 1963, « Colonialisme culturel en Afrique », *Présence Africaine*, Nouvelle série, 47, (3^{ème} trimestre), pp. 199-205. Disponible sur [URL://www.jstor.org/stable/24348307](http://www.jstor.org/stable/24348307), consulté le 14 décembre 2018.

Bastide R., 1963, « Problèmes de l'entrecroisement des civilisations et de leurs œuvres », in G. Gurvitch (éd.), *Traité de sociologie, tome 2*, Paris, Puf, pp. 315-330.

Amin S., 1989, *La faillite du développement en Afrique et dans le Tiers-Monde. Une analyse politique*, Paris, l'Harmattan.

Constitution du Botswana, <http://www.eisa.org> (accessed on 30 December 2013).

Bibliographie

Abéga, S.C., 2006, *Le retour de la société civile en Afrique*, Yaoundé, PUCAC

Amougou G., 2016, « Jeunesse entreprenante et processus d'auto-prise en charge au Cameroun », *Revue Jeunes et Société*, vol. 1, n° 2, p. 79-97.

Amougou G., 2020, « La Chine et les politiques d'émergence au Cameroun. Le cas du projet de construction du port de Kribi », *CEFIR Working Paper*, 8 : 1-22.

Amougou, G. et Bobo Bobo, R.F., 2018, « Ambition développementaliste, État stationnaire et extraversion au Cameroun de Paul Biya. Le projet de construction du port autonome de Kribi », *Politique africaine*, 2018, n° 150, p. 29-51.

Antoine, P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F., 2001, « Contraints de rester jeunes ? Évolution de l'insertion dans trois capitales africaines : Dakar, Yaoundé, Antananarivo », *Autrepart*, n° 18, p. 17-36.

Argenti, N., 1998, « Air Youth : Performance, Violence and the State in Cameroon », *The Journal of the Royal Anthropological Institute*, n° 4, vol. 4, p. 753-782.

Assogba, Y. (Ed.), 2007, *La jeunesse en Afrique subsaharienne*, Laval-Québec, Presses de l'Université de Laval – Institut québécois de recherche sur la culture.

Galland, O., 1991, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin.

Gauthier, M. & Guillaume, J.-F., 2000, *Définir la jeunesse ? D'un bout à l'autre du monde*, Québec, Presses de l'Université de Laval – Institut québécois de recherche sur la culture.

Glaser, B.G. & Strauss, A., 2010, *La découverte de la théorie ancrée. Stratégies pour la recherche qualitative*, Paris, Armand Colin.

Guillemette, F., 2006, « L'approche de la Grounded Theory; pour innover ? », *Recherches qualitatives*, vol. 26, n° 1, p. 32-50, ISSN 1715-8705 – <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html>

Havard, J.-F., 2009, « Tuer les “Pères des indépendances” ? Comparaison de deux générations politiques post-indépendances au Sénégal et en Côte d'Ivoire », *Revue internationale de politique comparée*, n° 2, vol. 16, p. 315-331.

Herdt, T. (de), Olivier de Sardan, J.-P., 2015, *Real Governance and Practical norms in Sub-Saharan Africa: The game of the rules*, London, Routledge.

Honwana, A., 2015, « Enough is enough ! » : Youth Protests and Political Change in Africa », In Kadya Tall, E., Pommerolle, M.-E., et Cahen, M., *Collective mobilisations in Africa : enough is enough !*, Leiden, Brill.

Honwana, A., 2012, *The Time of Youth: Work, Social Change and Politics in Africa*, Washington DC, Kumarian Press.

Kaufmann, J.-C., 2011, *L'enquête et ses méthodes. L'entretien compréhensif*, Paris, Armand Colin.

Marie, A., (dir.), 1997, *L'Afrique des individus*, Paris, Karthala.

Martuccelli, D. et de Singly, F., 2009, *Les sociologies de l'individu*, Paris, Armand Colin.

Mazzocchetti, J., 2009, *Étudier à Ouagadougou. Itinérances, imaginaire et précarité*, Paris, Karthala.

Mbembe, J.-A., 1985, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan.

Médard, J.-F., (dir.), 1991, *États d'Afrique noire. Formations, mécanismes et crises*, Paris, Karthala.

Morelle, M., 2019, *Yaoundé carcérale. Géographie d'une ville et de sa prison*, Lyon, ENS Éditions.

Morillas, C., 2015, *Individualisation versus démocratisation ? Conditions et formes du militantisme étudiant en situation autoritaire (Cameroun, 1962-2014)*, Thèse de doctorat en Science politique, Université de Bordeaux.

Nubukpo K. et Samuel B., 2017, « Entre les plans d'émergence sans vision et des visions sans émergence : la difficile appropriation par l'Afrique de ses trajectoires de développement », *Politique Africaine*, 145 : 51-63.

Olivier de Sardan, J.-P., 2004, « État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest francophone. Un diagnostic empirique, une perspective historique », *Politique africaine*, vol. 96, no. 4, p. 139-162.

Gouvernance & Société

Gouvernance & société est une revue pluridisciplinaire de sciences sociales et de gestion qui se propose de rendre compte des dynamiques qui structurent et organisent les sociétés contemporaines ; c'est une revue à comité de lecture. Les manuscrits doivent parvenir de préférence en français. Les opinions émises n'engagent que leurs auteurs. La revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont confiés. Et se réserve le droit de modifier les articles pour des raisons éditoriales.

Directeur de publication : Yvon Christian Elenga, Doyen de la Faculté de Sciences Sociales et de gestion

Rédaction : Faculté de Sciences Sociales et de Gestion

Rédacteur en chef : Claude Abé

Secrétariat de rédaction : Damien Enama

Conseil de rédaction : Paule Christiane Bilé, Chantal Pélagie Belomo Essono, Jean-Robert Kala Kamdjoug, Estelle Kouokam Magne, Désiré Manirakiza,

Comité scientifique : Claude Abé (sociologue, UCAC), Marie Thérèse Mengue (Sociologue, UCAC), Fred Eboko (Politologue, IRD, France), Claude-Ernest Kiamba (politologue, UCAC), Laurent Vidal (anthropologue, IRD), Jean-Pierre Olivier de Sardan (anthropologue, IRD), Hubert Ngnodjom (économiste, UCAC), Jean Didier Boukongou (Juriste, UCAC).